

SOLIDARITÉ



FOCUS

Mettre fin aux
inégalités de genre



SUISSE
SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



Paulien van der Lugt

Responsable qualité et impact

CHEERS LECTEURS

La lutte de Solidar Suisse pour la justice et le travail décent est l'expression de ses valeurs fondamentales. L'égalité entre les genres, qui fait l'objet du focus de la présente édition, en fait également partie. Cette fois, notre magazine est exclusivement rédigé par des femmes et sous la forme féminine, tous genres inclus. Ce faisant, nous mettons l'accent sur la perspective des femmes, généralement peu considérée.

La justice nous tient à cœur, non seulement en termes de projets, mais aussi au sein de notre organisation : un code de comportement et une convention collective de travail (CCT) posent les fondements de l'égalité des salaires, de la tolérance zéro à l'égard de la discrimination, du harcèlement sexuel et du mobbing ainsi que d'une répartition équilibrée des genres à tous les échelons. Mais aujourd'hui, ni le comité, ni la direction (où les femmes ont longtemps représenté la majorité), ni les coordinatrices pays ne peuvent se targuer de réaliser cet objectif. Les normes relatives au genre, à la protection de l'enfant et celles contre la corruption et le harcèlement sexuel en garantissent concrètement la mise en œuvre dans notre travail. Comme la tolérance zéro ne signifie malheureusement pas qu'il n'y ait aucun cas, nous avons mis en place un service apte à recevoir les plaintes et accessible à tous les membres du personnel et aux organisations partenaires. Les annonces qui lui parviennent sont traitées par un service externe. Au niveau des projets, il existe également des mécanismes de plainte adaptés aux particularités et à la langue locales. En ce moment, nous évaluons les cas apparus ces trois dernières années.

En effet, ce qui m'importe le plus est le partage des expériences et notre progrès permanent. Puis, j'aborderai l'implantation interne de la politique d'égalité des genres que nous développons depuis deux ans. Quant au présent numéro, il vous fera connaître ce que Solidar Suisse a réalisé et obtenu en la matière.

Paulien van der Lugt

Photo de couverture Une jeune femme proteste contre les féminicides lors de la première manifestation « Ni una menos ». Le mouvement est né en juin 2015 en Argentine après l'assassinat de Chiara Paez, 14 ans, et s'est répandu dans le monde entier. Photo : Faccion Latina

SOMMAIRE

04



Focus - Égalité entre les genres

- 04 L'égalité, un sujet de longue date de la coopération au développement : pour quels résultats ?
- 08 La violence contre les femmes en Amérique latine : les campagnes et les conseils de Solidar Suisse
- 10 Mozambique : les femmes et les projets de Solidar pour la participation de la population
- 12 Burkina Faso : pourquoi l'accès des femmes au marché du travail est-il limité ?
- 13 Inclusion des personnes LGBTI dans la coopération au développement : l'Allemagne montre la voie
- 14 Égalité entre les genres et coopération au développement : les explications d'Annemarie Sancar

15



16



15 À chaud

Coup d'œil sur l'actualité

16 Le défi

Aida Behrem de l'organisation *Women from Una*, partenaire de Solidar, soutient les migrantes en Bosnie

19 Ensemble

S'engager avec Solidar Suisse

17 Chronique

18 Sudoku et revue de presse

19 Impressum

20 Carte cadeau

FOCUS - ÉGALITÉ ENTRE LES GENRES





Au Nicaragua, une jeune femme apprend à reconnaître les violences sexistes dans sa communauté en vue de soutenir les femmes touchées.

Le travail des ONG est-il sensible au genre ? Quels sont les succès et les défis de la coopération au développement féministe ? Comment briser les structures patriarcales dans les pays de projets tout en luttant contre les rapports de pouvoir racistes post-coloniaux ? Et comment s'y prend Solidar Suisse ?

ÇA AVANCE, MÊME AVEC DES REVERS

Texte : Katja Schurter, rédactrice responsable de Solidarité, photos : Hernán Torres et Fred Ramos/Fairpicture, caricature : DenLesDen

La discussion sur l'inclusion de l'égalité des genres dans la coopération au développement a commencé à la fin des années 1990. Auparavant, personne n'avait remarqué que les femmes n'accédaient pas aussi facilement aux projets que les hommes. Il a fallu tout d'abord faire un travail de recensement, identifier les obstacles et adapter les projets aux besoins des femmes pour enfin promouvoir leur participation. Et bien sûr, les responsables ont dû vérifier si les mesures produisaient les effets voulus – ce qui n'est pas toujours le cas même aujourd'hui. Vu la complexité du sujet, il n'était pas rare de voir qu'on ne prenait ni les options fondamentales ni les mesures d'évaluation nécessaires (voir page 13).

Sensibilité accrue

Malgré les revers, la sensibilité aux questions de genre s'est accrue. Les approches allant de la promotion spécifique des femmes au genre

pris comme axe transversal, la violence contre les femmes, l'économie des soins, les droits sexuels et reproductifs ont été mis à l'ordre du jour, ainsi que, avec un temps de retard, le racisme et les liens post-coloniaux. Entretemps, l'opinion s'est imposée selon laquelle la coopération au développement doit viser l'amélioration des conditions de vie sur tous les plans y compris sexospécifique : c'est un acquis des mouvements féministes. Cela ne signifie pas que la mise en œuvre réussisse toujours à cet égard. « Les lignes directrices en matière de genre pour les projets existent depuis longtemps. Leur réalisation concrète dépend néanmoins de la manière dont les responsables intègrent le genre

« L'égalité des genres n'est pas une affaire de femmes pour les femmes. »

dans leur réflexion et leur action » affirme Monika Hess, responsable pour l'Amérique centrale auprès de Solidar Suisse. En bref, la politique de genre est nécessaire, mais elle doit être vécue.

L'inégalité subsiste

L'inégalité des genres n'est en aucun cas vaincue : avec un salaire moins élevé pour le même travail, peu ou pas payées pour la majeure partie du travail de soins qu'elles accomplissent, les femmes sont davantage touchées par la pauvreté et sous-représentées dans les positions dirigeantes. Privées des droits fonciers, les jeunes filles et les femmes

ont moins accès à l'éducation, ne peuvent pas se déterminer sur leur corps et leur sexualité et sont exposées à la violence. Si elle est un droit humain fondamental, l'élimination des inégalités et de la violence de genre constitue aussi le socle d'une société empreinte de paix, d'égalité sociale et économique, et de durabilité. Voilà à quoi nous aspirons, au sein de Solidar Suisse, à l'aide de divers instruments (voir page 2).

Tenir compte de toutes

Il arrive que les projets qui considèrent les besoins sexospécifiques consolident les rôles traditionnels et cimentent les rapports de pouvoir. Certes, la promotion économique des femmes améliore leurs conditions de vie et renforce leur confiance en soi afin qu'elles soient à même de défendre leur cause publiquement. La violence à l'égard des femmes n'en croît pas moins. « C'est pourquoi il importe de tenir compte des normes sociales, culturelles et sexospécifiques en impliquant les communautés tout entières dans les activités du projet, y compris les hommes comme acteurs du changement. L'égalité des genres n'est pas une affaire de femmes pour les femmes », déclare Sandrine Rosenberger, responsable de programme pour Solidar au Burkina Faso. Cela vaut aussi pour les sociétés extrêmement patriarcales où on ne peut atteindre les femmes que dans les espaces où elles sont traditionnellement confinées. « Parfois nous réussissons à gagner la confiance de la communauté villageoise et des hommes dans un autre thème, comme l'accès à l'eau, de telle sorte que les femmes peuvent participer à nos ateliers », raconte Monika Hess. Sinon, le principe est de ne causer aucun dommage. Lorsque des mesures déclenchent des conflits violents ou menacent de produire l'effet contraire, elles n'ont aucun sens malgré toutes les bonnes volontés.

Contre la violence

Les femmes et les groupes stigmatisés comme les LGBTI sont souvent victimes de violence physique et psychique (voir page 13). « Pour améliorer la situation des femmes, il faut débanaliser la violence à leur égard », relève Monika Hess. « Sensibiliser les jeunes, les femmes et les hommes au caractère inacceptable et punissable de cette violence a un effet positif et peut changer des vies. » Les féminicides et la violence de genre sont encore très répandus, surtout en Amérique latine, où les chiffres sont effarants. Solidar Suisse a développé des approches innovantes en Bolivie et au Salvador pour soutenir les femmes concernées et prévenir le phénomène (voir page 8). Pour Yolanda Martínez,

Illustration de la performance « El violador eres tu » (le violeur c'est toi), jouée dans le monde entier par des femmes en faveur de leurs droits et libertés sans violence.





Au Salvador, au poste de police de Chalatenango, une femme dénonce son partenaire pour violences.

libérer les femmes de la violence et leur permettre de s'autonomiser sont des conditions essentielles pour qu'elles puissent exercer leurs droits. En ce moment, le plus grand défi qu'elle voit consiste à empêcher que les droits durement acquis ne soient remis en question. Au Burkina Faso, nous facilitons l'accès des jeunes filles et des femmes à l'éducation et à la formation professionnelle (voir page 12). Vous pourrez lire par ailleurs à la page 10 les effets sur les femmes du projet de Solidar au Mozambique en faveur de la participation.

Donatrices sensibilisées

Les donatrices sont également conscientes de l'importance du genre. « Elles attendent de nos projets qu'ils rompent avec les stéréotypes de genre au lieu de les cimenter », confirme Marisa Saladin, responsable des acquisitions auprès de Solidar. Cette attitude est fondamentale et contribue à ce que le sujet soit pris au sérieux. « Nous avons réalisé une

analyse de genre de nos projets principalement lorsqu'une donatrice le demandait » reprend Marisa Saladin. La sensibilité aux questions de genre peut être toutefois perçue comme imposée par le Nord, d'autant plus que ce que nous revendiquons ne coïncide parfois même pas avec les réalités de notre propre pays. C'est le revers de la médaille. « Rechercher la manière dont chaque culture met en œuvre l'égalité des genres nous permet de contourner cet obstacle. Les possibilités sont diverses et il importe de s'en souvenir », rappelle Joachim Merz, responsable des programmes pour la Bolivie et l'Afrique australe. « La Bolivie connaît une tradition de la culture Aymara qui se base sur la complémentarité des genres, le Chacha-Warmi, tandis qu'au Mozambique il y a la Rainha, la variante féminine du chef traditionnel de la communauté, le Régulo. » Monika Hess a également sa stratégie : « Je collabore avec les organisations féministes locales. »



LES DROITS DES FEMMES NE VONT JAMAIS DE SOI

Solidar Suisse lutte par des campagnes et des conseils contre la violence à l'égard des femmes qui persiste dans divers pays d'Amérique latine.

Texte : Ana Kudelka, responsable du projet Vida sin Violencia en Bolivia, et Mercedes Cañas, responsable du projet Prévention de la violence et participation des jeunes au Salvador, photo : Solidar Suisse

« Nous avons deux possibilités : soit nous taire et mourir, soit parler et mourir. Nous avons choisi de parler » a dit une fois Malala Yousafzai, activiste pakistanaise bien connue et Prix Nobel de la paix, qui a dû fuir son pays en raison de son engagement en faveur de l'éducation et des droits des jeunes filles et des femmes. Tout comme Malala Yousafzai, ces dernières ont toujours élevé la voix pour défendre leurs droits, ouvrant la voie à de nombreuses autres femmes. Et aujourd'hui encore, elles oscillent entre peur et courage lorsqu'elles osent dénoncer la violence.

Taux de violence élevés en Amérique centrale

Une femme sur trois subit la violence de son partenaire ou ex-partenaire dans le monde. En Bolivie, où ce taux s'élève à sept sur dix, il y a 37 000 dénonciations et plus de 100 féminicides par an. Dans les pays d'Amérique centrale, les statistiques sont encore plus choquantes : pour 100 000 femmes, le

taux de féminicides atteint 6,2 au Honduras, 3,3 au Salvador et 2,1 en Bolivie, note la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL). La violence endémique en Amérique centrale est également liée à l'histoire des dictatures du continent. Alors que les contre-révolutions et la lutte pour la liberté prenaient fin dans

« Rien ne ressemble autant à un macho de droite qu'un macho de gauche. »

les années 1990, des centaines de femmes du Guatemala, du Salvador, du Nicaragua et du Honduras ont pris conscience de l'écart entre les genres

Des femmes revendiquent leurs droits lors de la manifestation du 8 mars à San Salvador.

dans tous les domaines de la vie. Elles ont formé un fort mouvement féministe. En effet, « rien ne ressemble autant à un macho de droite qu'un macho de gauche ». Durant la « transition démocratique », les féministes ont imposé des dizaines de lois et d'institutions en développant des pratiques et des structures politiques et culturelles pour équilibrer le partage du pouvoir entre femmes et hommes.

Démantèlement de l'État de droit

Aujourd'hui, le démantèlement croissant de l'État de droit dans la région est préoccupant, comme le montrent les révisions législatives et les suppressions de budget à l'échelon du cadre institutionnel durement acquis en faveur de l'égalité. Ainsi, la « loi exhaustive de lutte contre la violence à l'égard des femmes » du Nicaragua, pionnière à l'origine, a été révisée en 2014 : le féminicide est désormais limité aux relations entre partenaires intimes. Le Honduras a adopté en 2019 un code pénal qui ne considère pas comme circonstance aggravante le fait que le violeur est le mari ou le partenaire de la victime. Et en 2020, le Guatemala a licencié la quasi-totalité du personnel du Secrétariat présidentiel pour les questions féminines. Ces circonstances confirment une fois de plus la déclaration de la féministe française Simone de Beauvoir : « N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes toute votre vie durant. » Au Nicaragua et au Salvador, Solidar Suisse soutient depuis de nombreuses années les survivantes de la violence sexiste tout en luttant contre les politiques d'appauvrissement et la discrimination raciale et sociale. Outre l'organisation de nos propres campagnes, nous aidons les femmes à s'organiser elles-mêmes pour une vie exempte de violence, et depuis cette année, dans toute la région.

Violence exacerbée par la pandémie

Durant le confinement, les femmes étaient encore plus exposées, au sein de leur propre foyer, à la violence de leur partenaire, sans pouvoir chercher de l'aide. Ainsi, un sondage du projet de Solidar *Vida sin violencia* (vivre sans violence) auprès de 2000 femmes en Bolivie a révélé que 54 % d'entre elles ont subi de la violence tandis que 97 % en constataient une augmentation durant la pandémie. Ici également, Solidar Suisse lutte pour améliorer la condi-

tion des femmes, revendiquer avec elles l'égalité et combattre le machisme sous toutes ses formes. Divers réseaux nationaux ont été créés à cette fin. En collaboration avec les autorités, Solidar Suisse a établi dans 106 communautés des services de conseil pour victimes de violences (SLIM) et des campagnes de prévention. Les *EduActivistas* (des jeunes et des professeures d'université qui sont activistes en matière d'éducation) ont lancé des politiques de prévention et des services de conseil juridique. Et dans les communautés rurales, plus de 2000 femmes qui ont subi la violence donnent des informations et des conseils. Des campagnes de communication via les réseaux sociaux ont permis d'atteindre entretemps plus de six millions de personnes. *Vida sin Violencia* met en réseau les diverses actrices dans une communauté qui compte aujourd'hui 800 membres.

Conseils, campagnes et indépendance

Les femmes suivent un programme de formation à la direction d'entreprise en vue d'accéder à l'indépendance économique et de se libérer de la violence. Sur les seuls mois de juillet et d'août, elles ont créé 80 entreprises. Il importe également de développer d'autres représentations de la masculinité. D'abord, il a été question de créer des réseaux d'hommes dans les communautés. Aujourd'hui, le projet se concentre sur la déconstruction des stéréotypes de genre chez les jeunes. Qu'un homme connaisse le sujet, qu'il fasse la lessive à la maison et fasse partie d'un réseau n'est pas encore une garantie qu'il ne soit ni macho ni violent. Grâce aux activités de *Vida sin Violencia*, 20 000 femmes reçoivent chaque année des conseils dans plus de 80 communautés. La violence et le machisme sont de moins en moins considérés comme « normaux » : les femmes déposent plainte plus souvent, tandis que les jeunes femmes et les jeunes hommes questionnent davantage les rapports de force qui autorisent la violence.

Notre campagne Vida sin Violencia sur la prévention de la violence durant le confinement en Bolivie.



SANS LES FEMMES, PAS DE PARTICIPATION

Solidar Suisse tient compte des besoins des femmes même au-delà des projets visant à les soutenir. À quoi cela se voit-il en matière de promotion de la participation dans les communautés du Mozambique, compte tenu de la violence, des mariages d'enfants et du chômage qui frappent les jeunes filles et les femmes ?

Texte : Melanie Wirz, responsable des relations publiques, photos : David Lourenço



Angelina Herinques devant le bâtiment du gouvernement à Macate, où les représentantes des villages se réunissent pour leurs séances.

Angelina Herinques, qui est enceinte, caresse doucement son ventre. Elle souhaite donner naissance à un garçon, car elle a déjà trois filles. « J'aime mes filles et bien sûr j'aimerais tout autant mon quatrième enfant, même si c'est une fille », affirme-t-elle. Mais la vie est dure pour les femmes dans le Mozambique central, bien plus que pour les hommes.

Pauvreté et éducation lacunaire

La République du Mozambique est un des pays les plus pauvres de la planète. Elle se distingue par le colonialisme qu'elle a subi jusqu'en 1975, la guerre civile des années 1980, la pandémie de VIH/sida, les catastrophes naturelles et une dette nationale écrasante. Seul un petit nombre de privilégiées tire profit de la flambée des matières premières au nord du pays : plus de la moitié des 30 mio. d'habitantes vivent au-dessous du seuil de pauvreté et doivent se contenter de moins d'un dollar par jour. La plupart des jeunes filles et des femmes qui vivent dans

les villages reculés n'ont aucune formation, pas de travail, sans parler de connaître leurs droits.

Tenir compte des besoins des personnes

Bien que la démocratie multipartite ait été introduite au Mozambique il y a 30 ans, le développement démocratique se fait lentement. C'est pourquoi Solidar Suisse s'engage dans la région du centre du Mozambique en faveur de la participation de la population dans le développement des communautés. Au sein des comités de développement, les représentantes des villages font le lien entre la population et les autorités locales. Il s'agit d'investir les ressources là où les villageoises en ont le plus besoin, en soutenant avant tout les femmes pour favoriser leur participation sur un pied d'égalité et la communication de leurs besoins. Angelina Herinques, 37 ans, vit et travaille comme institutrice à Macate, dans la province de Manica, où il n'y a que peu de femmes qui s'engagent dans les comités de développement. Par un brûlant jour d'août, elle

siège comme seule femme parmi trois hommes dans la grande salle du bâtiment du gouvernement. Comme la plupart des femmes ont des enfants, dont la garde est considérée comme leur responsabilité, il leur est plus difficile de faire le trajet jusqu'aux réunions. Participant au comité depuis trois ans, Angelina Herinques est satisfaite de son évolution : « Les hommes du comité me respectent ; pour les femmes de la communauté, je suis un exemple, et elles me communiquent ce qui leur manque. »

Mariages d'enfants et grossesses précoces

Il est important pour les femmes d'avoir une femme comme partenaire de discussion. Angelina Herinques s'anime lorsqu'elle évoque la longue liste des besoins des femmes. « Un sujet qui compte est le chômage. » Comme elles n'ont pas terminé l'école ni appris de métier, de nombreuses femmes n'ont pas de travail. « Nous avons besoin d'améliorer les possibilités de formation et de travail », affirme Angelina Herinques. « Mais nous devons aussi changer notre manière de penser. » Au Mozambique, 48 % des jeunes filles sont mariées avant leur 18 ans. Bien qu'ils soient légalement interdits et punissables, les mariages d'enfants sont extrêmement répandus. « Nos filles sont mariées à l'âge de 12 ou 13 ans avec des hommes plus âgés et doivent quitter l'école au plus tard au moment de leur grossesse. » Il est donc difficile de sortir de la pauvreté.

Les changements demandent du temps

Rosita Lobrino, 54 ans, est la présidente du Parlement de la province de Manica. Dans son bureau de la ville Chimoiovon, elle parle avec élégance et autorité de son travail. Ayant grandi dans des conditions de grande pauvreté, elle connaît bien les défis auxquels les femmes sont confrontées au Mozambique. « Je suis moi-même passée par là », confirme-t-elle. « Dans mon parcours jusqu'à la présidence de la province, j'ai subi beaucoup de jalousie et de haine. J'entendais tout le temps que je n'étais pas faite pour ce travail vu que j'étais une femme. » Mais elle ne s'est pas laissée abattre. « Mon père étant décédé prématurément, ma mère a dû s'occuper seule de moi et de mes 12 frères et sœurs. Je n'avais qu'un seul vêtement pour aller à l'école. Je le lavais chaque soir et je le laissais sécher sur le toit pendant la nuit pour pouvoir le remettre le jour suivant. » C'était une vie dure,

qui lui a toutefois beaucoup apporté. « Nous, les femmes, nous devons faire en sorte de pouvoir parler les unes avec les autres. Nous devons pour cela travailler plus durement que les hommes, mais à la fin, cela en vaut la peine. Depuis des siècles, on fait croire aux femmes qu'elles sont le sexe faible. » Pour elle, il est grand temps que cela change. « Mais changer une conviction qui se trouve inscrite si profondément dans notre culture et notre tradition prend du temps. » Rosita Lobrino est sûre que le Mozambique se trouve sur la bonne voie. Aujourd'hui, 23 % des membres du Parlement de Manica sont des femmes. En 2019, une nouvelle loi a été adoptée pour améliorer leur protection contre la violence sexiste. « Je favorise spécifiquement les

« Nos filles sont mariées à l'âge de 12 ou 13 ans avec des hommes plus âgés. »

femmes avec ma politique », dit-elle. « En effet, les jeunes femmes sont trop nombreuses à interrompre leur scolarité. » Ainsi, elle suit un projet de formation pour les jeunes mères qui reviennent dans leur communauté avec un diplôme et peuvent travailler, même avec leur bébé. Pour que les femmes puissent un jour vivre une vie qui ne soit pas plus difficile que celle des hommes.

Des villageoises se rassemblent à Guara Guara.



INVESTIR DANS LA FORMATION DES JEUNES FEMMES

Au Burkina Faso, les femmes rencontrent plus de difficultés à intégrer le marché du travail. Solidar Suisse lance un ambitieux projet en faveur de 15 000 jeunes femmes.

Texte : Annick Sutoogooma Zongo, chargée de communication Solidar Burkina Faso, photo : Solidar Suisse



Zaara Tiemtore devant sa machine à coudre dans l'atelier qu'elle possède à Ziniaré.

Au Burkina Faso, la question de l'employabilité des jeunes se pose avec acuité. Trouver un emploi décent reste un calvaire, en particulier pour les femmes. Selon les statistiques gouvernementales, les femmes ont moins accès aux emplois comparativement aux hommes. Un problème intimement lié à leur manque de compétences ou l'inadaptation de ces dernières aux besoins du marché du travail.

Zaara Tiemtore est l'une des premières bénéficiaires de l'engagement de longue date de Solidar

Suisse dans le domaine de l'accès à la formation professionnelle. Après un stage pratique dans un atelier de couture, l'obtention de son diplôme et deux ans d'activité comme employée, elle a décidé d'ouvrir son propre atelier en 2018. « Grâce à la formation professionnelle, j'arrive à subvenir à mes besoins et à aider mon mari dans les dépenses de la famille. En plus de cela, j'ai pu m'acheter un vélo pour les courses et je peux épargner 1000 FCFA (1,65 CHF) chaque jour. Sans la formation professionnelle dont j'ai bénéficié, je me demande ce que je serai devenue » nous confie, toute fière de son parcours, cette jeune patronne qui emploie désormais deux jeunes.

PROMESSE : un projet pour les femmes

Afin de poursuivre les efforts en matière de promotion de l'emploi des femmes, Solidar Suisse lance, avec un consortium d'ONG internationales, le projet PROMESSE (Promotion de l'accès des filles à un système éducatif et de formation professionnelle de qualité). A travers une offre de formations en entrepreneuriat, aux technologies de l'information et de la communication (TICS) ou en comptabilité, cette initiative permettra d'améliorer l'employabilité de plus de 15 000 femmes.

Droit à la santé sexuelle et reproductive

Les données sur les taux d'accès à l'éducation montrent une quasi-égalité entre les filles et les garçons au niveau du cycle primaire. Cependant, la donne est différente au niveau du cycle secondaire. Les problèmes de santé sexuelle auxquels sont souvent confrontées les adolescentes – grossesses non-désirées, avortements clandestins, etc. – impactent sensiblement leur parcours éducatif et professionnel. L'on ne saurait donc parler de la promotion de l'accès des femmes à l'éducation et à la formation professionnelle sans accorder une place capitale à la santé sexuelle et reproductive.

C'est dans cette optique que Solidar Suisse va mettre en place plusieurs centaines de lieux de rencontre dans les établissements post primaires et secondaires, appelés « Clubs genre sensibles ». Ils permettront de développer des activités de sensibilisation en faveur de la santé sexuelle.



Votre don est utile

Avec un don de 50 francs, trois jeunes filles reçoivent des kits d'hygiène qui leur permettent d'aller à l'école sans souci. Pour 70 francs, deux jeunes femmes reçoivent un support de cours pour une brève formation auprès d'une artisanne. Avec 150 francs, vous nous permettez de donner à une femme le matériel nécessaire pour créer sa propre entreprise et générer un revenu.

LA PERSÉCUTION DOIT CESSER

Au printemps dernier, le gouvernement allemand a établi un concept visant à inclure les LGBTI dans la politique extérieure et la coopération au développement. Quel est son contenu et comment est-il mis en place ?

Texte : Katja Schurter, rédactrice responsable du magazine Solidarité, photo : Cornelia Sperling

Le concept d'inclusion des LGBTI, à savoir les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersexes, permet de réaliser une revendication de longue date de la société civile. Même s'il n'est pas contraignant, il représente néanmoins une étape importante, dont la Suisse est malheureusement loin. Précisant que la protection des droits humains des LGBTI est fondamentale pour la coopération au développement, le gouvernement allemand plaide pour la collaboration avec la société civile et son soutien sur place. « Il importe que ce que nous faisons sur le terrain ne soit pas dicté par l'Europe », affirme Sarah Kohrt, de la Fondation Hirschfeld-Eddy, qui soutient la cause à l'échelon national et international. Le concept d'inclusion prescrit également qu'il faut tenir compte de l'Histoire, c'est-à-dire de la colonisation, qui a mené à la criminalisation des LGBTI. « Cet aspect importait particulièrement à la Yogyakarta-Allianz, notre ligue pour l'inclusion des LGBTI dans la politique internationale allemande », déclare Mme Kohrt. Le concept consacre par ailleurs la protection complète de leurs droits sexuels et reproductifs.

Les contacts locaux sont primordiaux

Depuis de nombreuses années, la Fondation Hirschfeld-Eddy incite la coopération publique au développement et les ONG à mettre en œuvre des projets spécifiques aux LGBTI. Elle lance également ses propres projets. Par exemple, en Afrique australe, le projet Masakhane vise à renforcer l'autonomie des lesbiennes et des femmes trans pour les rendre capables de déterminer elles-mêmes leur mode de vie et leur perception d'elles-mêmes. « Les contacts sur place sont nécessaires pour correspondre aux besoins des LGBTI ; la santé, les droits humains, le changement climatique sont par exemple des sujets importants. » Il est primordial de développer une perspective transversale pour atteindre les LGBTI les plus vulnérables, à savoir celles qui sont stigmatisées en raison de leur couleur de peau, leur origine sociale ou géographique, etc. « Il faut assouplir les conditions d'octroi des fonds et les exigences en matière d'établissement des rapports afin qu'elles puissent lancer elles-mêmes leurs projets ». Sarah Kohrt parle d'expérience. « Par exemple, lorsqu'il n'y



Des activistes du projet Masakhane lors d'une rencontre de six pays en Zambie.

a aucune organisation LGBTI du fait d'une interdiction. » D'après elle, les grandes ONG allemandes sont maintenant plus ouvertes. « Aujourd'hui, il est évident qu'il s'agit d'un sujet touchant aux droits humains. » Apparaître comme telle est toutefois toujours un risque dans les pays qui criminalisent les LGBTI. C'est pourquoi le contact avec les organisations locales est déterminant. « Ce sont elles qui savent le mieux ce qu'on peut faire dans leur contexte », déclare Sarah Kohrt. « Sinon, on court le risque de mettre quelqu'un en danger. »

L'homosexualité n'est pas une exportation de l'occident

Elle n'apprécie guère le reproche selon lequel l'inclusion des LGBTI dans la coopération au développement est une exigence des donatrices du Nord. « Cette accusation n'est pas sans rappeler le mythe bien connu affirmant que l'homosexualité est une exportation de l'occident. Les LGBTI des pays en question sont les mieux placées pour la réfuter. Invoquer le fait que cette cause n'est pas la plus importante est également un prétexte classique. Les persécutions doivent cesser. Il y a partout des LGBTI, et si nous ne faisons rien, elles continuent de risquer la mort. »



Photo : DR

UNE QUESTION DE POUVOIR

Experte dans les questions de genre auprès de la DDC durant une dizaine d'années, Annemarie Sancar s'engage depuis plus de 20 ans en faveur de la coopération au développement féministe. Qu'a-t-on réalisé, que reste-t-il à faire ?

Interview : Katja Schurter, rédactrice responsable du magazine Solidarité

La coopération au développement est-elle aujourd'hui davantage sensible aux questions de genre ?

Au début des années 2000, nous avons développé des méthodes visant à intégrer la question dans tous les domaines. Des contrôles ont porté chaque année sur les montants que la Direction du développement et de la coopération (DDC) dépense chaque année en la matière. Puis l'accent s'est déplacé sur la mesure de l'efficacité, et les indicateurs sélectionnés ont visé des résultats mesurables, tandis que les changements qualitatifs passaient à l'arrière-plan. Les préoccupations féministes n'avaient plus aucune place. Mais l'approche féministe n'englobe pas tant les questions de genre que les enjeux du pouvoir.

Quels sont les résultats de la coopération au développement féministe ?

L'ONU, d'autres organismes internationaux et la DDC prennent au

sérieux l'économie féministe. Mais cette attitude ne se reflète pas beaucoup dans la mise en place, les finances et les ressources, et le Nord garde le pouvoir de décision. Personne n'écoute la voix des femmes du Sud, ou seulement d'une oreille distraite.

La violence contre les femmes reste forte. Elles portent la charge de leurs proches. Pourquoi en sommes-nous encore là ?

Ici, il convient d'utiliser l'adjectif « de nouveau » plutôt que « encore ». La précarité se renouvelle constamment dans notre système capitaliste globalisé. C'est pourquoi il est nécessaire de faire preuve de cohérence politique. Les décisions de politique extérieure et les flux financiers sont déterminés par d'autres intérêts (économiques) que la coopération au développement.

Quelles approches ont été les plus porteuses de succès d'après votre expérience ?

Celles qui touchent au quotidien, qui partent des conditions de vie des gens. D'où vient la détresse ? Pourquoi certains besoins ne sont-ils pas satisfaits ? Pourquoi y a-t-il violation des droits humains ? Il faut laisser parler les personnes concernées et les écouter. Nous devons entendre leurs histoires et nous mettre toutes ensemble en réseau.

Comment avancer dans les sociétés très patriarcales ?

Les petits projets ont le plus de chance de faire la différence. Mais ça demande du travail. Prenons l'exemple du Pakistan : la coopération au développement ne peut pas vraiment changer la situation des femmes. Nous devons toutefois vérifier que notre soutien parvient aux femmes et qu'il questionne les processus ; les réseaux de femmes sont peut-être prometteurs en la matière.

À quoi devons-nous veiller pour éviter le piège de la posture coloniale ?

Nous devons analyser les structures de pouvoir globales et les nôtres : tenir compte de la diversité, placer les particularités locales dans des contextes plus larges et tenter de les comprendre. Il n'y a pas de solution clé en main.

Quelle tâche incombe à des ONG comme Solidar Suisse ?

Décrire le quotidien des « groupes cibles », réfléchir sur son propre rôle, accepter le changement et se réorienter avec souplesse. Et éviter de cimenter des mécanismes d'exclusion ou d'en favoriser de nouveaux. La mise en lumière des structures de discrimination exige d'autres méthodes d'évaluation, par exemple l'analyse des rapports entre les genres. Il faut moins de management et davantage de questionnement qualitatif et de discussions sur le fond.



Photo : FGC

BAROMÈTRE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

La Fédération genevoise de coopération (FGC) vient de publier sa 8^e édition des statistiques Solidarité Genève Sud. L'étude révèle que les collectivités publiques genevoises ont consacré l'année passée 31,2 millions de francs à la solidarité internationale. Des résultats en demi-teinte : si le Canton et la Ville de Genève ont renforcé leur engagement, les autres communes ont eu globalement tendance à réduire légèrement leur soutien. Ces dernières s'éloignent de l'objectif de consacrer 0,7 % de leur budget de fonctionnement à la solidarité internationale, tel que convenu internationalement. **Infos complémentaires sur <https://fgc.federeso.ch>**

REBECA LANE : NI UNA MENOS

Rebeca Lane est une chanteuse lyrique, rappeuse et activiste guatémaltèque. Sa chanson « Ni una menos » (pas une de moins) accuse la violence inimaginable qui s'attaque aux femmes du Guatemala. « Aujourd'hui, cinq femmes ont été assassinées au Guatemala et au moins 20 ont été violées. Multiplie ces chiffres et tu comprendras pourquoi nous sommes en colère. » Née durant la guerre civile guatémaltèque, elle s'est engagée très tôt pour le traitement des crimes de guerre et les proches des personnes disparues. Quand, partie prenante des mouvements sociaux, elle s'est rendu compte du fait que les femmes ont moins de possibilités de participer et de diriger, elle a fondé le mouvement « Somos Guerreras » pour lutter contre le sexisme et s'engager pour l'égalité dans la culture hip-hop.



Photo : iZilla



Photo : Aban

STOP À L'AMIANTE

Une conférence en ligne du Asian Ban Asbestos Network (Aban) a eu lieu fin septembre. Interdit depuis 1990 en Suisse, l'amiante est encore utilisé notamment en Asie et cause 209 000 décès par an. Par comparaison, les guerres et les conflits armés provoquent la mort de 120 000 personnes dans le monde chaque année. La perfidie des maladies qui lui sont liées, comme le cancer de la plèvre et l'asbestose, consiste dans la durée entre le contact avec le matériau et le début de la maladie, qui peut se monter à 40 ans. À l'origine de cette bombe à retardement, le puissant lobby des sociétés exportatrices, qui fait obstacle à toute réglementation en la matière. Aban, qui est membre de l'AMRC, une organisation partenaire de Solidar, vise à mettre fin à cette tragédie évitable via sa conférence.



TOUTE PERSONNE A LE DROIT D'ÊTRE PROTÉGÉE

Aida Behrem, de l'organisation partenaire de Solidar *Women from Una*, soutient les personnes réfugiées bloquées en Bosnie.

Texte : Katja Schurter, rédactrice responsable du magazine *Solidarité*, photo : Solidar Suisse

« Moi aussi, j'ai fui la Serbie en 1998 pour Bihac », déclare-t-elle pour expliquer sa motivation. « Et j'ai dû attendre quatre ans pour obtenir des papiers. » C'est cette expérience qui l'a incitée à aider des personnes en situation difficile. Active comme économiste spécialisée en études genre et en soins post-traumatiques depuis de nombreuses années au sein d'ONG internationales, elle s'est rendu compte que les organisations locales sont mieux à même de répondre aux besoins sur le terrain, car elles en connaissent bien la situation et les habitudes. C'est ainsi qu'elle a commencé à travailler pour *Women from Una*, une organisation partenaire de Solidar, qu'elle dirige depuis 10 ans.

Il faut plus qu'un soutien matériel

« Lorsqu'il y a eu un afflux de personnes réfugiées à Bihac durant l'hiver 2017–2018, *Women from Una* a organisé une rencontre avec les autorités et la Croix-Rouge pour voir ce qu'on pouvait faire », raconte-t-elle. L'organisation se concentre sur les plus vulnérables, à savoir les femmes avec et sans enfant, ainsi que les mineures non accompagnées. Les femmes doivent souvent fuir en raison de problèmes familiaux et sont exposées à la violence sexuelle durant leur

fuite. « Cela complique leur vie dans les hébergements collectifs », déclare d'expérience Aida Behrem. De leur côté, les mineures non accompagnées vivent aussi de multiples violences. *Women from Una* travaille dans les centres d'accueil à informer les personnes réfugiées des possibilités existantes tout en offrant des ateliers créatifs, une consultation psychologique et des séances en groupe pour se libérer des traumatismes. L'offre, qui est très utilisée, est aujourd'hui un important point de rencontre. « Les réfugiées reçoivent des vêtements, des repas et des soins médicaux, mais nous sommes les seules à offrir des activités sociales », déclare-t-elle. Ces dernières sont précieuses pour apprendre à gérer les expériences traumatiques : « Une jeune Pakistanaise qui fuyait la violence de son mari m'a dit : « L'atelier m'a permis de redécouvrir mon amour de la peinture. Mes nuits sans sommeil deviennent créatives. » Beaucoup de participantes me racontent la même chose. »

Vers un pays de l'Union européenne

La plupart des réfugiées n'entendent pas rester en Bosnie, mais souhaitent poursuivre leur chemin via la Croatie vers un pays de l'UE. La frontière étant

Aida Behrem conseille des réfugiées dans un centre d'accueil à Bihac.

fermée, le passage est illégal et dangereux. « Elles traversent le fleuve en nageant avec un bidon en plastique. Il y a déjà eu des noyades. Mais c'est très difficile de leur faire comprendre à quel point c'est dangereux. » Beaucoup essaient encore et encore. « Lorsqu'ils les arrêtent, les garde-frontières leur prennent tout, parfois même les vêtements et les chaussures. » Selon des estimations, quelque 4000 réfugiées hébergées à l'intérieur et 2000 à l'extérieur des centres d'accueil attendent l'occasion de passer la frontière vers la Croatie. Pour Aida Behrem, le plus grand problème réside dans l'hébergement. « Quiconque vivant hors d'un centre d'accueil officiel est dépourvu de protection. » Beaucoup préfèrent passer la nuit dans des maisons vides ou dans la forêt, car là, il n'y a pas d'enregistrement, ce qui laisse toute liberté pour tenter de franchir la frontière. Au début, la population les a accueillies avec sympathie, mais, au vu de l'affluence, l'humeur a changé. Suscitant un sentiment de menace, la crise du COVID a aggravé la situation, tout en obligeant *Women from Una* à suspendre ses activités durant un mois.

Ouvrir les frontières

Aida Behrem aimerait que le gouvernement, qui entend surtout mettre fin à l'immigration illégale, adopte une autre approche : « Il faut prendre en considération les problèmes de santé des réfugiées en général et leurs besoins spécifiques ; ils doivent être informés des options qui leur sont offertes. » La réaction du gouvernement bosniaque est insuffisante, mais il faudrait avant tout une solution globale : « Toute personne a le droit d'être protégée et de vivre en sécurité sans discrimination. Les États européens doivent ouvrir les frontières aux réfugiées au lieu de se les renvoyer les uns aux autres. »

Sabin Bieri
Membre du comité de
Solidar Suisse



« Gender will not go away »

Le combat féministe que je soutiens a le vent en poupe ces jours-ci. Les thèmes féministes sont à l'ordre du jour et les « questions de genre » ne suscitent plus l'air vaguement ennuyé que l'on connaissait il y a peu. Dans les années 2000, les femmes ne gagnaient rien à se distinguer comme expertes en matière de genre, bien au contraire, surtout pas dans la coopération au développement, qui a vu commencer relativement tôt les discussions à ce propos. Nous parlions à ce moment-là de « gender fatigue ». Ces termes résument bien le phénomène, car la question ne suscitait pas tant la résistance que l'indifférence : lors de l'évaluation des problèmes en fonction de leur importance, les questions de genre n'étaient tout simplement pas retenues. Cette posture était nettement plus difficile à contester qu'une opposition concrète. La conjoncture a changé : les adolescentes attachent de l'importance à la notion de genre, se montrer féministe est valorisé, les employeuses s'emparent des questions d'égalité des genres. Ou, comme l'exprimait un représentant de la petite paysannerie rwandaise avec un enthousiasme modéré : « Gender will not go away » (la question du genre ne s'arrêtera pas). Cela fait du bien de se trouver tout d'un coup du côté de la majorité. Mais, le malaise me gagne lorsque je jette un coup d'œil aux chiffres : entre les promesses rhétoriques et l'évolution des rapports de pouvoir, il subsiste un fossé, comme l'exprime Stephan Klasen : entre #MeToo et Boko Haram, les visages de l'inégalité sont innombrables. La tendance mondiale paraît en outre en régression : les acquis de l'égalité des genres sont remis en cause. C'est pourquoi nous continuerons de poser les questions qui dérangent, au risque de ne plus faire de vague et de voir la fatigue réapparaître.



Women from Una

Partenaire de Solidar, l'organisation *Women from Una* a été créée en 1993 durant la guerre de Bosnie pour fournir une aide aux personnes touchées par la guerre. Depuis la fin de la guerre, elle fait campagne pour la démocratisation, les droits humains et la lutte contre la violence à l'égard des femmes, et soutient désormais les réfugiées qui transitent par la Bosnie.

7						1		
2	1	5						
			2	4				8
			4		3	6		9
9		3	6		8			
3				5	4			
						8	9	2
		8						3

Solution :

--	--	--	--	--	--	--	--	--

LE SUDOKU DE SOLIDAR

Compléter les cases vides avec les chiffres 1 à 9. Chaque chiffre ne peut figurer qu'une seule fois sur chaque ligne, dans chaque colonne et dans chacun des carrés de 3 x 3 cases.

La solution se trouve dans les cases grises lues horizontalement, selon la clé suivante :

1=I, 2=S, 3=O, 4=N, 5=U, 6=R, 7=A, 8=E, 9=M

Envoyez la solution à Solidar Suisse sur une carte postale ou par courrier à contact@solidar.ch, objet « sudoku ».

1^{er} prix Le roman « Carrefour des veuves » de Monique Ilboudo

2^e prix Un masque de protection du Mozambique

3^e prix Des mangues du Burkina Faso

La date limite d'envoi est le 10 décembre 2021.

Le nom des gagnantes sera publié dans le Solidarité 1/2022. Aucune correspondance ne sera échangée concernant ce concours. Tout recours juridique est exclu. Les collaboratrices de Solidar Suisse ne peuvent pas participer au concours.

La solution du concours paru dans Solidarité 3/2021 était « perspectives ». Graciela Mondillo de Genève a gagné un linge du Burkina Faso, Barbara Grossmann de Luchsingen un sac à dos de Bolivie et Pierrette Miki de La Chaux-de-Fonds des mangues du Burkina Faso. Nous remercions toutes celles qui ont participé au concours.



Les Suisses critiquent l'économie

Le Matin Dimanche, 15.8.2021

Gabriel Sassoon

Évasion fiscale, environnement, lobbyisme : le peuple veut mettre le système économique au pas, selon un sondage de l'ONG Solidar. Huit mois après l'échec de l'initiative sur les « multinationales responsables », la pression reste importante sur le Conseil fédéral. Alors que la mise en œuvre de son contre-projet a été très critiquée par les ONG en consultation, Solidar révèle un sondage qui montre que le peuple est prêt à mettre au pas les grandes entreprises. Pour 71 % des Suisses, leur impact sur l'environnement doit être réglementé de manière beaucoup plus stricte. Ils sont tout aussi nombreux à penser que le monde politique est trop influencé par le travail de lobby des multinationales. Du 5 au 20 mai dernier,

plus de 1000 personnes majeures de Suisse romande et alémanique ont répondu à une série de questions sur la justice sociale, environnementale et économique. Selon l'enquête d'opinion représentative, 53 % des personnes interrogées plébiscitent également une réglementation plus stricte des marchés. Et deux tiers d'entre elles approuvent des mesures visant à mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales. Pour toutes ces envies de changement, ils sont aussi nombreux à exprimer une certaine résignation. Ainsi, 49 % des sondés ont beau juger que notre système économique est injuste et qu'il conduit inévitablement à l'exploitation de la nature, ils n'y voient pas d'alternative. « Les citoyens sont désespérés, ils ne savent pas trop comment faire avancer les choses », suppose Carlo Sommaruga, président de Solidar. Mais à ses yeux, le sondage prouve bien que « la population suisse souhaite une régulation sociale et climatique du marché afin de favo-



Carlo Sommaruga appelle la Confédération à prendre ces résultats en compte.

riser le bien-être des personnes ». Le Genevois y voit une confirmation du scrutin sur les « entreprises responsables ». En novembre dernier, près de 51 % des votants avaient glissé un « oui » dans l'urne, mais l'initiative avait échoué face à la majorité des cantons.

S'ENGAGER

Luttez à nos côtés pour un monde équitable. Les possibilités d'agir sont multiples, quelle que soit l'échelle – voici quelques propositions concrètes.

Participez au quiz sur l'égalité des genres !

Quel est le pays qui a introduit le premier le droit de vote des femmes ? Qui a adopté des lois discriminatoires à l'égard des LGBTI en Inde, à Singapour, au Botswana, au Kenya, à Trinidad et dans bien d'autres pays du Sud ? Où siègent le plus souvent les femmes au Parlement ? Quelles votations ont été gagnées en Suisse grâce aux femmes ?



PARTICIPER
www.solidar.ch/sondage

Marché de Noël solidaire

Le traditionnel Marché de Noël solidaire, organisé par la Fedevaco, aura lieu cette année du 16 au 18 décembre 2021 à Lausanne. 40 organisations actives pour le développement durable et la solidarité seront présentes pour vous proposer des cadeaux de Noël originaux, équitables et qui ont du sens. C'est aussi l'occasion de découvrir des projets passionnants et de rencontrer des militantes engagées pour un monde plus juste. Le tout dans une ambiance festive !



INFOS
www.marchedenoelsolidaire.ch

Voulez-vous faire du bien au-delà de votre propre vie ?

C'est possible en incluant Solidar Suisse dans votre testament. Notre collaborateur Stéphane Cusin vous conseillera avec discrétion et professionnalisme sur la planification de votre succession.

Email : stephane.cusin@solidar.ch



TESTAMENT
www.solidar.ch/testament

ENSEMBLE

IMPRESSUM

Éditeur Solidar Suisse, Quellenstrasse 31, 8005 Zurich, tél. 021 601 21 61, email : contact@solidar.ch, www.solidar.ch CP 10-14739-9 Lausanne
Membre du réseau européen Solidar
Rédaction Katja Schurter (rédactrice responsable), Christian von Allmen, Lionel Frei, Benjamin Gross, Cyrill Rogger

Layout artischock.net
Traduction Katja Schurter, Anne Walder Pfyffer
Correction Jeannine Horni, Andréane Leclercq
Impression et expédition Unionsdruckerei/subito AG, Walther-Bringolf-Platz 8, 8201 Schaffhouse
Paraît quatre fois par an. Tirage : 37 000 ex. Le prix de l'abonnement est compris dans la

cotisation (membres individuels 70.– par an minimum, organisations 250.– minimum). Imprimé sur papier recyclé et respectueux de l'environnement.

Dernière page Faites plaisir à vos proches en soutenant nos projets dans le monde avec une carte cadeau.

Votre don en
bonnes mains.



OFFREZ UNE CARTE CADEAU SOLIDAR À VOS PROCHES.

Des personnes touchées par la pauvreté, l'exploitation ou la guerre recevront votre soutien.



Offrez par exemple à des jeunes du Burkina Faso du matériel scolaire, afin qu'elles puissent se construire un avenir digne.

Découvrez nos autres cartes sur le bon de commande ci-joint ou à l'adresse : www.solidar.ch/cadeau

C'EST AUSSI SIMPLE QUE ÇA :

Commandez des cartes cadeaux Solidar d'une valeur de 50 francs chacune au moyen du coupon de commande ci-joint ou sur la page www.solidar.ch/cadeau

Vous recevrez vos cartes cadeaux par la poste, avec une enveloppe pour les offrir ainsi qu'un bulletin de versement pour le paiement de votre don.

Nous garantissons une livraison avant Noël pour toutes les commandes reçues avant le 17 décembre 2021.

Pour toute question, n'hésitez pas à nous contacter au 021 601 21 61 ou sous contact@solidar.ch

Avec chaque carte, vous soutenez les projets de Solidar Suisse en faveur des personnes les plus démunies.

www.solidar.ch